

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

Index AI : AFR 31/6288/2017

24 mai 2017

Côte d'Ivoire. Les autorités doivent mener d'urgence une enquête indépendante sur les blessures infligées et les homicides illégaux commis lors d'une mutinerie

Les autorités de la Côte d'Ivoire doivent ouvrir d'urgence une enquête indépendante sur les huit homicides commis et les blessures subies par plus de dix personnes au cours du mois, et déférer les responsables à la justice dans le cadre de procès équitables, a déclaré Amnesty International le 24 mai 2017. Ces faits se sont produits au cours de deux épisodes de violences liées à des primes contestées.

La communauté internationale doit quant à elle continuer de surveiller étroitement la situation des droits humains alors que le mandat de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et celui de l'expert indépendant des Nations Unies sur le renforcement des capacités et la coopération technique avec la Côte d'Ivoire doivent prendre fin le 30 juin.

La mutinerie qui a débuté le 12 mai et duré quatre jours a fait quatre morts, dont un soldat démobilisé, et au moins neuf blessés. Les violences ont cessé quand le gouvernement a accepté les demandes des mutins concernant leur rémunération. Il s'agit de la troisième mutinerie enregistrée en Côte d'Ivoire depuis le début de l'année 2017.

Une semaine plus tard, le 23 mai, le ministre de l'Intérieur a annoncé que quatre protestataires étaient morts lors d'affrontements à Bouaké entre la police et des soldats démobilisés, qui avaient érigé des barrages routiers et réclamaient un accord équivalent à celui obtenu par les mutins la semaine précédente. Le ministre de l'Intérieur affirme que les protestataires ont été tués quand l'un d'entre eux a utilisé une grenade, mais un porte-parole des soldats démobilisés a nié qu'ils étaient armés et déclaré que la police avait ouvert le feu sur eux.

Quatre personnes tuées et plus de 10 blessées lors de la mutinerie du 12 mai

La mutinerie du 12 mai a commencé dans la ville de Bouaké puis elle s'est rapidement étendue à d'autres villes, notamment Korogho et Abidjan, où des coups de feu ont également été tirés. Elle a duré quatre jours et été menée par des soldats qui avaient intégré l'armée en 2011 et qui réclamaient le paiement de primes, étant en cela semblable à d'autres soulèvements survenus en début d'année. Le 17 mai, Bruno Koné, porte-parole du gouvernement, a annoncé que les soldats mutins avaient tué quatre personnes et blessé neuf autres personnes.

Selon les informations rassemblées par Amnesty International, la situation s'est dégradée samedi 13 mai à Bouaké quand un groupe de mutins s'est rendu au bureau de la Cellule 39, une

association de soldats démobilisés, et a tiré sur ses membres à balles réelles parce qu'ils avaient publié une déclaration condamnant la mutinerie. Plusieurs personnes ont été blessées, dont le soldat démobilisé Issoufou Diawara, qui est mort par la suite. L'un de ses amis a dit à Amnesty International qu'Issoufou Diawara était en train de parler avec des membres de l'association quand il a été blessé.

L'un des soldats démobilisés a dit à Amnesty International :

« Le samedi 13 mai, nous étions 40 dans la cour du bâtiment de la Cellule 39, qui ouvre sur la rue, quand une dizaine de mutins sont arrivés à bord de véhicules. Ils se sont garés et ont commencé à tirer sur nous dans la cour. Nous avons couru. L'un de nous, Issoufou Diawara, a reçu une balle dans le dos. La balle a traversé son estomac. Le lendemain, il est mort des suites de ses blessures. »

Selon des témoins, le même jour, des mutins ont aussi patrouillé dans la ville de Korhogo, dans le nord du pays, à bord de pickups équipés d'artillerie lourde et ils ont tiré en l'air avec des fusils. Traoré Siaka, 19 ans, a été touché à l'abdomen et il est mort des suites de ses blessures. Plusieurs autres personnes ont été blessées par balle. Les mutins ont frappé à coups de matraque et de crosse des gens qui s'étaient rassemblés pour protester contre les mutineries au cours du week-end.

Des mouvements de protestation similaires ont eu lieu à Bouaké dimanche 14 mai, dans le « quartier commerce », non loin de la cathédrale. Les mutins ont lancé des grenades lacrymogènes et tiré à balles réelles, blessant deux personnes, dont Souleymane Mamadou, président de l'organisation Rassemblement des enseignants républicains.

Un manifestant a déclaré à Amnesty International :

« Les mutins sont arrivés dans des véhicules civils et ont attaqué les manifestants avec des matraques, du gaz lacrymogène et en tirant à balles réelles. Au moins 11 personnes ont été blessées. J'ai été blessé au bras [...] nous ne comprenons pas ce que veulent les mutins. »

Un témoin a expliqué à Amnesty International durant la mutinerie que les déplacements étaient sévèrement restreints à Bouaké : « Bouaké est devenue une prison, personne n'a le droit de sortir dans la rue ».

L'obligation de rendre des comptes doit être respectée

Lundi 15 mai, le chef d'état-major des forces armées a publié une déclaration dans laquelle il reconnaissait les abus et les dommages commis par les mutins, notamment de graves dommages matériels ainsi que des blessés et des morts.

Amnesty International estime que cette déclaration, qui avertissait les mutins de possibles sanctions disciplinaires, n'a pas clairement indiqué que les auteurs présumés feraient l'objet d'une enquête et seraient déferés à la justice pour des violations des droits humains devant une juridiction pénale de droit commun. Les autorités n'ont jusqu'à présent pas mené d'enquête indépendante sur les deux morts recensées lors des mutineries du mois de janvier. La fréquence de ces mutineries – il s'agit de la troisième mutinerie depuis le début de 2017, et de la

quatrième depuis 2014 – soulève de graves inquiétudes quant à la capacité du gouvernement d'exercer un contrôle civil sur certaines franges de l'armée et d'amener les membres des forces armées à répondre des violations des droits humains qu'ils commettent.